

- Enfin, la politique des allocations-logement ne permet pas dans les faits aux familles qui sont dans le circuit des logements insalubres d'en sortir

Jumet, le 10/2/1974

EUROPE

*Cet article de M. Jan VITEK du B.I.T. publié en août 1974 souligne la précarité de la situation des étrangers, qui risque de s'accroître en période de difficultés économiques.*

+

LES TRAVAILLEURS MIGRANTS VONT-ILS ETRE DE NOUVEAU DES BOUCS EMISSAIRES ?

Lorsqu'on avait besoin d'eux ils vinrent par milliers et devinrent des rouages essentiels de l'appareil de la prospérité. Dans les chantiers français de construction, huit ouvriers sur dix sont nord-africains, portugais ou espagnols. En Belgique, ils assurent près de la moitié de la production charbonnière. Les voitures qui sortent des usines Volvo en Suède ont été fabriquées par des ouvriers appartenant à près de quarante nationalités. Sans le recours à la main-d'oeuvre étrangère, le stade olympique de Munich qui a accueilli les Jeux de 1972 n'aurait pu être achevé avant 1980. A Zermatt, dans le Valais suisse, ce sont des garçons italiens ou espagnols qui servent les touristes, et même les fameuses montres de précision helvétiques sont fabriquées avec le concours de travailleurs étrangers.

Avec leurs familles, ils sont aujourd'hui quelque onze millions en Europe occidentale seulement. Naguère bien accueillis parce qu'ils représentaient une main-d'oeuvre bon marché et apparemment inépuisable, ces travailleurs migrants sont aujourd'hui considérés par certains comme une charge qui pèse lourdement sur les services publics et comme une menace en puissance contre la stabilité économique et la paix sociale. L'utilité de leur présence est discutée et la presse européenne se fait souvent l'écho de suggestions visant à restreindre l'immigration de ces travailleurs.

Qu'est-ce qui ne va pas ?

Pourquoi le vent a-t-il ainsi tourné contre le travailleur migrant ? L'explication la plus évidente est le spectre de la récession économique et du chômage qui hante l'Europe occidentale depuis que la crise pétrolière a éclaté l'an dernier.

Mais il y a aussi autre chose. Derrière les diverses manifestations ou prises de position tendant à renvoyer les migrants chez eux se cache une désillusion croissante, elle-même engendrée par les politiques migratoires autrefois menées dans les pays d'accueil.

Conçues vers la fin des années cinquante et le début des années soixante, ces politiques reposaient sur l'hypothèse suivante : la pénurie de main-d'oeuvre dans certains secteurs de l'économie ne serait que temporaire, et l'afflux des travailleurs migrants demeurerait contrôlable. Or la suite des événements devait montrer que cette hypothèse était erronée. Vu sous l'angle économique, le processus migratoire apparaît comme un phénomène qui s'entretient en quelque sorte de lui-même. A partir du moment où l'on a décidé de faire appel à la main-d'oeuvre étrangère dans certains secteurs de l'industrie, les autres secteurs ne tardent pas à y recourir également. Ainsi naquit et se développa la nécessité de faire appel à la main-d'oeuvre étrangère pour toutes les besognes qui apparaissaient pénibles, ingrates, salissantes ou encore dangereuses. Ainsi l'expédient commode des années soixante s'est-il transformé en quelque chose qui ressemble à une nécessité permanente. Comme le dit un rapport du BIT (+), "les pays d'Europe occidentale se sont laissés aller à faire dépendre d'une importation constante de main-d'oeuvre étrangère le fonctionnement des secteurs clefs de leur économie et le maintien de leur niveau de vie".

Les travailleurs migrants changent aussi.

Selon l'idée que l'on se faisait au départ, les travailleurs étrangers viendraient pour quelques années seulement et s'en iraient ensuite pour être remplacés par d'autres. Idée trop simple pour coller à une réalité complexe. Tout d'abord, les aspirations des migrants ont évolué. Eblouis par l'eldorado du monde industriel, ils avaient au départ pour seul désir de gagner autant d'argent que possible aussi vite que possible et de s'en retourner chez eux. Mais, une fois pris dans les filets de la société de consommation, de ses tentations et de ses avantages, beaucoup se mirent à retarder leur retour indéfiniment.

Séparé de sa famille, plongé dans un milieu qui lui est étranger et parfois hostile, le travailleur migrant souffre cependant de sa solitude. Certains trouvent une épouse dans le pays d'accueil, mais la grande majorité font venir auprès d'eux leur famille, leur femme ou leur fiancée. Les gouvernements se sont efforcés d'enrayer cette tendance, mais en vain, car si l'on veut interdire aux membres de la famille d'un travailleur migrant de venir le rejoindre, ils le font clandestinement. En fin de compte, les gouvernements ont dû renoncer à limiter l'entrée des familles dans le pays d'accueil, d'autant plus que les employeurs faisaient pression en ce sens parce qu'ils préfèrent avoir une main-d'oeuvre stable et heureuse.

Mais il est bien évident que l'arrivée des familles constitue une charge supplémentaire pour l'infrastructure sociale du pays d'accueil - logements, écoles et hôpitaux. Ainsi, les statistiques suisses révèlent qu'il faudrait compter environ un milliard de dollars pour construire les 800 écoles nouvelles nécessaires à l'instruction des 250.000 enfants de travailleurs étrangers au cas où tous rejoindraient leurs parents.

"L'économie est alimentée par des migrants et les migrants sont alimentés par l'économie, affirme le rapport plus haut cité. C'est un cercle vicieux".

Il est à noter que les déceptions éprouvées dans les pays hôtes au sujet de leurs politiques d'immigration commençaient déjà à grandir avant l'ouverture de la crise pétrolière en Europe occidentale, qui n'a fait que précipiter les choses.

(+) L'emploi en Europe. Quelques problèmes d'importance croissante. Genève, BIT, 1973.

### Des restrictions sévères.

La plupart des pays d'Europe occidentale ont réagi en annonçant des mesures rigoureuses de contrôle de l'immigration. Ce fut notamment le cas de la République fédérale d'Allemagne, de la France, de l'Autriche, de la Suisse et de la Grande-Bretagne. La RFA prit des mesures ayant pour effet d'empêcher l'entrée sur son territoire de quelque 60.000 Yougoslaves et Turcs qui avaient déjà été recrutés chez eux. De son côté, la France vient de décider de suspendre l'immigration jusqu'à l'automne.

Les Néerlandais cherchent le moyen de diminuer l'impact social à long terme d'une population étrangère trop nombreuse grâce à un système de roulement. Un travailleur migrant pourrait, selon ce système, rester aux Pays-Bas pendant deux années par exemple. Passé ce délai, il serait remplacé par un de ses compatriotes.

Ces politiques de restriction, assorties le cas échéant de mesures de rapatriement obligatoire, semblent constituer à première vue une bonne réplique aux préoccupations sociales, économiques et politiques de l'Europe occidentale en ce domaine. Mais il y a un écueil.

### Un remède pire que le mal ?

Beaucoup de travailleurs étrangers ont acquis des qualifications et une spécialisation qui les rendent pratiquement indispensables. D'autres sont peu menacés par les mesures de restriction en raison des emplois qu'ils occupent - par exemple dans les transports, le bâtiment, les services de santé ou les restaurants et cantines.

La récession économique allemande de 1966-67 a apporté un enseignement : 75 pour cent des travailleurs migrants installés en Allemagne de l'Ouest y sont restés, parce que les employeurs ont fait tout ce qu'ils ont pu pour conserver cette main-d'oeuvre jeune et très productive.

Par exemple, une usine d'automobiles de Stuttgart qui employait 6.500 travailleurs étrangers n'en licencia que deux milles durant cette récession. La plupart, d'ailleurs, retrouvèrent du travail dans la construction et purent être repris par la firme en question dès que la situation économique se fut suffisamment améliorée.

La municipalité de Munich avait quelque 2.000 employés immigrés, principalement affectés à des travaux de voirie et de nettoyage; pas un seul d'entre eux ne fut congédié durant la période critique.

Les politiques restrictives pourraient nuire aux intérêts des pays d'immigration comme des pays d'émigration, avertissent les experts de l'OIT. Ce remède, si l'on en abuse, pourrait bien se révéler pire que le mal qu'il doit combattre.

### L'action à envisager.

Le problème social posé par les travailleurs étrangers est sans conteste l'un des plus difficiles que l'Europe occidentale ait à résoudre. Car tant que les travaux rebutants, pénibles ou dangereux demeureront aussi peu attrayants

pour les ressortissants des pays industrialisés, ils devront bien être confiés à des travailleurs migrants. Renverser cette situation est une entreprise de longue haleine qui nécessitera des changements radicaux, voire révolutionnaires, dans la politique de l'emploi et des salaires aussi bien que dans les législations nationales.

Non moins importante est la poursuite du progrès technologique. Des initiatives nouvelles s'imposent en ce domaine car l'expérience européenne montre bien le peu d'empressement que les entreprises mettent à mécaniser ou automatiser les opérations non spécialisées à moins d'y être forcées.

Un autre obstacle est le manque de concordance entre instruction et emploi. Dans bien des pays, constatent les experts de l'OIT, les systèmes nationaux d'enseignement ne forment pas toujours les catégories de travailleurs dont l'économie a besoin et, inversement, les économies n'offrent pas toujours aux jeunes les débouchés auxquels ils aspirent.

A mesure que le contrôle de l'immigration deviendra plus sévère, les employeurs devront se contenter d'effectifs réduits d'étrangers et pallier la pénurie de travailleurs par des investissements et des politiques de la main-d'oeuvre plus efficaces.

Le fait de moins dépendre des travailleurs immigrés pourrait, dans certains cas, se traduire par un ralentissement du rythme de croissance économique. Les décisions à prendre appelleront donc un certain courage politique car des mesures ayant pour conséquence de freiner l'expansion sont rarement populaires.

Les sociétés industrialisées n'ayant d'autre choix que de vivre avec leurs travailleurs étrangers, elles s'efforcent désormais à les intégrer et à les traiter en membres à part entière de la collectivité. Cela entraînera inévitablement pour celle-ci un surcroît de dépenses en matière de logements, de prestations médicales, de pensions, de services publics et aussi de programmes destinés à faciliter l'assimilation des immigrés.

### Haro sur l'immigré ?

Lorsque, dans le passé, l'économie d'un pays allait mal, les travailleurs étrangers étaient des boucs émissaires tout désignés. Aujourd'hui l'on assiste à une recrudescence des attaques irraisonnées et de la discrimination à l'encontre des travailleurs migrants.

Sans doute le racisme est-il relativement rare en Europe occidentale, et la xénophobie y est-elle intermittente. Mais ce n'est là qu'une piètre consolation pour la "dixième nation" de la Communauté européenne, comme on commence à appeler l'ensemble des immigrés. Car la question qui domine toutes leurs préoccupations est celle de savoir si, demain, ils joueront de nouveau le rôle du bouc émissaire.